

## Bulletin d'histoire politique

# Le parti patriote et les Philosophic Radicals anglais (1834-1838)

Gilles Laporte



Volume 7, numéro 1, automne 1998

Les Rébellions de 1837-1838 au Bas-Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060286ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060286ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (imprimé)  
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Laporte, G. (1998). Le parti patriote et les Philosophic Radicals anglais (1834-1838). *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 50–65.  
<https://doi.org/10.7202/1060286ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Le parti patriote et les *Philosophic Radicals* anglais (1834-1838)



Gilles Laporte  
Cécep du Vieux-Montréal et UQAM

Bien plus qu'en France ou aux États-Unis, c'est en Grande-Bretagne même que les stratèges du parti patriote tentent de nouer des liens hors des frontières du Bas-Canada. Les Patriotes estiment, à juste titre, que c'est là que seront prises les décisions importantes concernant leur programme et ils ambitionnent que les rivalités au sein du Parlement anglais et du gouvernement whig de Lord Melbourne permettent d'y faire avancer la cause canadienne.

Depuis le projet d'union de 1822, la stratégie anglaise du parti canadien avait généralement consisté à envoyer des délégués Canadiens et de leur donner mandat de contacter tous ceux qui, au Parlement anglais, pouvaient être sensibles aux arguments des Canadiens. C'est ainsi qu'il faut envisager les missions Papineau-Neilson en 1823, Neilson-Viger-Cuvillier en 1828 et surtout la mission de Denis-Benjamin Viger entre 1832 et 1834<sup>1</sup>. À compter cependant du dépôt des 92 Résolutions au début de 1834, et suite à la radicalisation du mouvement qui s'ensuit, le parti patriote décide de s'appuyer désormais sur des Britanniques, mieux au fait de la politique en Angleterre et essentiellement issus du groupe des radicaux.

La réforme électorale de 1832 avait permis l'émergence d'un groupe de députés, généralement issus de la classe moyenne et fortement teintés par les thèses utilitaristes et libérales de Jeremy Bentham et de David Ricardo. Les *Philosophic Radicals* dénoncent le poids politique de l'aristocratie traditionnelle et ils réclament une démocratisation de la vie politique et certaines réformes sociales. Ce groupe de députés n'arrivera cependant pas à se constituer en parti à cause de son trop petit nombre et de son manque de cohésion, alors que ses membres lui échappent, autant vers la droite des Whigs au pouvoir que vers la gauche du mouvement chartiste. Leur échec électoral en juillet 1837 et le départ pour le Canada au début de 1838 de Lord Durham, celui-là même qu'on présentait comme chef possible de cette formation, marquent d'ailleurs le déclin rapide du mouvement radical anglais.

Il faut d'abord reconstituer le contexte et bien situer ceux qui, en Angleterre, défendent la cause de la majorité de l'Assemblée du Bas-Canada.

C'est Augustin-Norbert Morin qui est chargé de porter en Angleterre le texte des 92 Résolutions et la pétition qui l'accompagne. Il quitte Londres le 19 août 1834 et est de retour à Montréal le 5 octobre. Pour sa part, Denis-Benjamin Viger, depuis deux ans délégué en Angleterre, rentre à Montréal le 1er novembre. Immédiatement après la fièvre électorale de l'automne 1834 on songe à envoyer de nouveaux émissaires en Angleterre<sup>2</sup> C'est désormais à des Britanniques qu'on va confier cette tâche. Robert Nelson et Henry S. Chapman quittent Montréal le 24 décembre à destination de New York, en route pour Londres. Chapman en particulier doit entrer en contact avec les Radicaux anglais et irlandais, et particulièrement avec John A. Roebuck, afin de mieux sensibiliser l'opinion anglaise à la crise canadienne et d'informer le Comité de correspondance des progrès de la cause canadienne en Grande-Bretagne. Une somme de £300 lui est d'ailleurs attribuée à même le budget du Comité. Chapman et Nelson sont à pied d'œuvre le 9 mars 1835, en train de distribuer dans le hall du Parlement des copies du texte d'une pétition de citoyens canadiens. La présentation de cette pétition par Roebuck donne lieu ce jour-là à un long débat aux Communes, puis, le lendemain, à la Chambre des Lords. Nelson est de retour à Montréal dès le printemps de 1835, mais le mandat de Chapman sera renouvelé. Il doit désormais œuvrer à titre de secrétaire de Roebuck, informer le Comité de correspondance et alimenter la presse britannique en articles sur le Canada<sup>3</sup>.

Mais en Angleterre des groupes de pression déjà actifs et bien organisés soutiennent plutôt les intérêts des marchands de bois, des compagnies de terres et la *Clique du château*. Un lobby assez actif et très attentif aux questions coloniales est celui du *Timber Trade*, qui bataille pour le maintien des tarifs préférentiels sur le bois canadien, au détriment du bois provenant de la Mer Baltique. Ce qui donne sa force au lobby des marchands de bois, c'est son alliance avec la *Society of Ship-owners*, peut-être l'association commerciale la mieux organisée de l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. Ce lobby est farouchement opposé au programme patriote. Chapman le décrira comme «*as noisy and active, as they are ignorant*»<sup>5</sup>. Les autres groupes de pression ayant des intérêts commerciaux en Grande-Bretagne disposaient d'un pouvoir limité sur les orientations de la politique coloniale. Le secteur des pêcheries et la *Hudson's Bay Company* par exemple avaient peu de défenseurs au Parlement. On compte enfin une kyrielle d'entreprises, le plus souvent d'ampleur familiale, qui mènent des affaires d'un côté et de l'autre de l'Atlantique, mais «*in the colonies such merchants might become big fish but at Westminster they were pretty small fry*»<sup>6</sup>.

Au cours des années 1830, des entreprises financières étendent leurs tentacules à travers l'Amérique du Nord britannique. En 1836, la *Bank of British North America* est lancée avec l'appui de puissants moyens financiers. Les

grandes compagnies de terres sont liées à ce groupe financier et se voient concéder à cette époque de vastes monopoles fonciers. Ce groupe s'alliera aux marchands de bois et défendra avec eux un système protectionniste et oligarchique au Canada. À partir de 1810, ces intérêts avaient commencé à se regrouper dans le *Canada Club*. En 1831, des membres de ce club fondent la *North American Colonial Association* qui regroupe des intérêts autant dans les domaines financier, foncier que commercial et qui contrôle, en outre, trois journaux londoniens: *The Morning Herald*, *The London Post* et le *Morning Chronicle*. Les porte-paroles officiels de cette association aux Communes sont George Richard Robinson (Worcester), Patrick M. Stewart (Lancaster), Henry Bliss et surtout Nathaniel Gould, qui votent sous la bannière Whig<sup>7</sup>. Le lobby anti-patriote pouvait aussi compter sur l'appui occasionnel du puissant groupe de pression de l'Église établie d'Angleterre.

À côté de ce puissant réseau d'intérêts, le lobby patriote représente peu de choses et se situe presque exclusivement au sein du mouvement radical, auquel la réforme électorale de 1832 a permis de prendre une trentaine de sièges (9% de la Chambre des communes). À part quelques liens épisodiques avec le mouvement chartiste, les nationalistes irlandais et quelques Whigs réformistes comme Henry Labouchere et Edward Ellice, l'essentiel des appuis patriotes provient de quelques journalistes et députés de tendance radicale. Cette relation privilégiée remonte à l'époque de la lutte contre le projet d'union de 1822, alors que James Mackintosh défendit la position du parti canadien<sup>8</sup>. À partir de la session de 1834, certains Radicaux vont de plus en plus s'intéresser aux questions canadiennes et les Roebuck, Hume, Leader ou Molesworth questionnent à l'occasion le gouvernement sur sa politique canadienne.

Lorsqu'on parle de la défense des idées patriotes en Angleterre, on songe surtout à John Arthur Roebuck, le député de Bath depuis 1832. Roebuck vécut une dizaine d'années dans le Haut-Canada, mais il ne s'intéresse au cas particulier du Bas-Canada qu'après une rencontre avec Pierre de Sales Laterrière, puis avec Denis-Benjamin Viger, vers 1833<sup>9</sup>. On reconnaît souvent Roebuck comme celui qui présenta les 92 Résolutions à la Chambre des Communes, mais c'est pourtant Joseph Hume qui le fit. C'est toutefois l'intervention subséquente du député de Bath, le 15 avril 1834, qui entraîne la mise sur pied de la Commission Grey-Gibbs que devait présider le gouverneur Gosford<sup>10</sup>. La bataille autour de la nomination de Roebuck comme agent officiel de la Chambre d'assemblée a surtout eu lieu au Canada où le Conseil législatif s'y oppose vigoureusement. Le projet de loi relatif à l'agent en Grande-Bretagne fut plusieurs fois voté, puis rejeté par le Conseil. Toutefois, suite à un vote unilatéral de la Chambre, Papineau annonce à Roebuck, le 25 mars 1835, qu'il peut désormais agir en tant qu'agent officiel

de l'Assemblée du Bas-Canada. Ce n'est que le 8 septembre suivant que Lord Glenelg, secrétaire aux colonies, autorise Roebuck à s'exprimer au nom de la majorité parlementaire du Bas-Canada. Les honoraires prévus pour Roebuck sont de £600 par année, plus £500 pour les dépenses contingentes. En fait, à cause de la guerre des subsides qui se poursuit au Bas-Canada, Roebuck ne reçoit plus rien dès 1836. La longue lutte juridique entreprise par Roebuck ne trouvera son terme que dix ans plus tard<sup>11</sup>. Reste que le député britannique est demeuré fidèle à son mandat, même si les ressources lui font cruellement défaut pour promouvoir la cause patriote en Angleterre.

Quoique Roebuck soit au centre de toutes les activités pro-patriotes en Angleterre, d'autres députés sont aussi engagés dans cette cause. Parmi ceux-ci, le défenseur le plus assidu des libertés canadiennes est Joseph Hume, un vétéran des luttes parlementaires et, après 1830, député de Middlesex. Il était depuis 1832 l'agent de la Chambre d'assemblée du Haut-Canada et présentait, en son nom, des pétitions et interrogeait le gouvernement sur l'administration des gouverneurs Colborne puis Head. Hume est avant tout un défenseur des libertés coloniales et sa grande idée est de voir un jour les colonies représentées à Westminster<sup>12</sup>. Favorable aux revendications patriotes, Hume est cependant opposé à Roebuck et aux radicaux les plus durs dans les problèmes de politique intérieure. Il désirait à tout prix que les Radicaux puissent accéder au pouvoir exécutif pour y promouvoir certaines réformes démocratiques, même au prix d'une alliance avec le gouvernement whig<sup>13</sup>.

John Temple Leader, le jeune député de Westminster depuis 1835, défendra également le point de vue patriote à la Chambre. Tout comme Hume, nourri par l'économie politique de Adam Smith, il entrevoit l'indépendance comme l'aboutissement normal des relations entre l'Angleterre et le Canada. «*If an amical separation be effected now, it will render them sure friends to England, and convert their country from a burdensome colony into a most profitable free market for our manufactures, and a better and a more inviting field than now for emigration*»<sup>14</sup>. Leader est selon Chapman un excellent orateur, très populaire à la Chambre. C'est par ailleurs lui qui, après la défaite électorale de Roebuck en juillet 1837, s'occupera principalement de défendre aux Communes les intérêts des Bas-Canadiens<sup>15</sup>.

Le baron Henry Peter Brougham est, avec Hume, un autre vétéran de la politique britannique. Issu de la grande tradition whig de Wilberforce et de Lord Holland, Brougham avait fini par rompre avec Melbourne et tenait à la *House of Lords* une politique indépendante. Il est virtuellement le seul défenseur des idées patriotes à la Chambre haute<sup>16</sup>. Un appui plus important encore vient du grand leader irlandais Daniel O'Connell qui, aux Communes, commande le vote d'une trentaine de députés irlandais. Selon

Chapman, «Mr. O'Connell perceives that the Canadian minority is precisely similar to the Irish minority»<sup>17</sup>. La relation entre les Radicaux et les députés irlandais est complexe au moment des Rébellions, en particulier à cause d'un *Irish Poor Law Bill* que les Radicaux souhaitent appuyer. Par conséquent, si les Irlandais de O'Connell ont voté avec les Radicaux pour s'opposer aux Résolutions Russell en février 1837, ils les laissent tomber quelques mois plus tard et appuient le gouvernement en janvier 1838 quand il suspend la constitution du Bas-Canada<sup>18</sup>. Le lobby pro-patriote peut enfin compter sur l'appui de quelques députés de second plan comme William Clay (Tower Hamlets), Thomas Wakley (Finsbury), Henry George Ward (Bridgeport), William Ewart (Liverpool) et surtout George Grote, helléniste distingué de grande réputation et Sir William Molesworth, un intime de Lord Durham. En tout, une quinzaine de députés<sup>19</sup>.

Bien plus qu'à la Chambre des Communes, l'Angleterre patriote bourdonne surtout autour du secrétaire de Roebuck, Henry Samuel Chapman. Né en 1803 au sud de Londres, Chapman fait son apprentissage comme marchand à Amsterdam, puis à Québec à compter de 1823. Jusqu'en 1834, il fait chaque hiver la traversée vers l'Angleterre où il fréquente les cercles radicaux. En février 1833, il fonde à Montréal le tout premier quotidien de l'histoire du Canada, le *Montreal Daily Advertiser*, journal essentiellement commercial consacré aux nouvelles à caractère économique. Le dépôt des 92 Résolutions en février 1834, et surtout la victoire patriote aux élections de 1834, lui font brusquement prendre conscience des véritables enjeux de la crise bas-canadienne. Dans un éditorial fracassant qui sera ensuite réimprimé en français puis réédité pour l'Angleterre, *What is the Result of the Canadian Election?*, Chapman constate que la crise bas-canadienne ne revêt nullement une nature ethnique et que deux grands principes s'opposent en fait: le principe aristocratique et le principe démocratique. L'oligarchie politique et les marchands protectionnistes d'une part et le parti patriote d'autre part, ce dernier regroupant autant des Canadiens que des Anglais. Dans ses nombreux autres textes sur la question, Chapman aura l'occasion de peaufiner sa pensée. Dans cette vision bipolaire, il n'y a aucune place pour les modérés, que ce soit en Angleterre ou au Canada. Il dénonce donc autant les Whigs anglais que ceux qui, au Canada, forment l'aile conciliatrice du parti patriote. Chapman constate en fait que la lutte des *Philosophical Radicals* anglais — héritiers des Lumières et qui défendent la démocratie, le libre-échange et certaines réformes sociales — est semblable à celle entreprise par le mouvement patriote de Louis-Joseph Papineau. Renié par ses commanditaires tories, Chapman doit promptement abandonner la publication du *Daily Advertiser*. Il devient alors disponible pour le parti patriote et accepte de lui servir d'émissaire en Grande-Bretagne.

À en croire le mandat confié par le Comité de correspondance, la mission de Chapman devait se terminer avec la fin de la session de 1835. En fait, son mandat sera renouvelé. Le 8 septembre 1835, émanant du Comité de correspondance des félicitations pour Henry S. Chapman pour s'être si bien acquitté de sa mission en Angleterre. Du même souffle, on vote le versement d'une somme supplémentaire de £50 aux £300 livres déjà versées, «pour subvenir au surplus de ses dépenses contingentes en exécution de la dite mission»<sup>20</sup>. Contrairement aux honoraires de Roebuck, agent officiel, ceux de Chapman n'ont pas à être autorisées par le Conseil et sont à la charge du Comité de correspondance, et donc du parti patriote. Après 1836 cependant, le salaire du secrétaire de Roebuck passe par les dépenses contingentes de l'agent officiel «*With or without pay, or the hope of it...*». En tant que secrétaire, Chapman s'occupe entre autres de faire parvenir à la Chambre d'assemblée les documents officiels du gouvernement britannique. C'est lui qui reçoit les lettres de Papineau et des autres chefs patriotes, les achemine à Roebuck ou les fait publier dans la presse britannique, qui dépouille la presse canadienne et étrangère et qui approvisionne les députés radicaux et irlandais en dossiers et documents portant sur le Canada. La contribution la plus remarquable de Chapman aux affaires canadiennes demeure toutefois la rubrique qu'il assume, durant presque trois ans, dans les pages du *Vindicator* de Montréal. Chapman entreprend d'écrire au Canada dès le 29 janvier 1835, soit cinq jours après son arrivée en Angleterre. Ses lettres paraissent chaque semaine avec une étonnante régularité. Au total, 125 lettres paraissent jusqu'au saccage du *Vindicator*, le 6 novembre 1837. Cette rubrique marquée «*Private correspondence*» occupe une place prépondérante dans le *Vindicator*. Pour *Le Canadien*, Chapman est davantage un coéditeur qu'un simple correspondant. Ces lettres sont d'ailleurs à l'occasion traduites et publiées par le journal de Parent, *L'Écho du Pays* et, bien sûr, *La Minerve*.

Le travail de Chapman est indissociable de celui d'un collaborateur de longue date: Samuel Revans. Celui-ci est né à Kennington en 1803 d'un père médecin, qui s'occupait de la famille de Chapman incidemment. En fait, les deux hommes sont liés depuis leur prime enfance. Revans arrive à Québec pour la première fois en 1823 et y pratique le commerce de marchandises sèches, réalisant, lui aussi, de nombreux allers et retours entre l'Amérique et l'Europe<sup>21</sup>. C'est lui qui acquiert en 1833 le matériel d'imprimerie pour aider Chapman à lancer le *Montreal Daily Advertiser* et qui assume les pertes lors de la liquidation<sup>22</sup>. Après le départ définitif de Chapman comme délégué en l'Angleterre, Revans continue à servir d'agent commercial, tout en restant intimement mêlé à la politique, autant aux côtés des Radicaux que des Patriotes. Son frère John Revans est un libre-échangiste convaincu, futur membre de la *Anti-Corn Law Association* de Richard Cobden. Son nom est par-

fois attaché aux initiatives pro-patriotes en Angleterre. Enfin, Thomas Falconer est issu d'une des grandes familles de Bath. Le mariage de Roebuck avec Harrietta Falconer et l'appui de sa famille furent des atouts précieux pour Roebuck lors de l'élection de 1832. Falconer est reçu au barreau en 1830. Il a 32 ans au moment des Rébellions et tient au centre de Londres un modeste cabinet, mais il passe le plus clair de son temps à militer aux côtés des Radicaux. En 1838, enthousiasmé par la résistance de MacKenzie à Navy Island, Falconer projette de s'y rendre, mais il ne séjournera au Canada qu'en 1840<sup>23</sup>.

Le groupe autour de Chapman est impliqué dans bien d'autres causes que celle des Patriotes. Leurs noms sont souvent associés aux grands réformistes de leur temps: David Ricardo, John Stuart Mill, John Bowring et Edward Gibbon Wakefield. On les retrouve dans des luttes comme celle de la taxe sur la presse périodique, la fameuse *Tax on knowledge*, de la représentation municipale, de l'abolition des *bourgs pourris* et de la défense de la Pologne opprimée<sup>24</sup>. L'implication la plus remarquable de ce groupe demeure la publication, en 1835 et 1836, des *Pamphlets for the People*, édités par Roebuck. Trente-six numéros de ces brochures paraissent à chaque semaine entre le 11 juin 1835 et le 11 février 1836. On y retrouve la collaboration de Radicaux prestigieux: William Allen, Robert Hammesley et Francis Place. Chapman y publie pas moins de 27 articles portant surtout sur le suffrage universel, la taxe sur la presse et la colonisation. Chapman collabore aussi à *The London Review* et à *The London and Westminster Review*. La diversité des champs d'intérêt de ces individus montre combien leur action pro-canadienne doit être envisagée à l'intérieur d'une action plus globale, visant une transformation de la société.

L'une des plus importantes initiatives alors prises par les Radicaux à propos du Bas-Canada est la tenue d'une grande assemblée ouvrière le 3 avril 1837. Elle avait été organisée par la *London Working Men's Association*, qui formait alors le noyau dur du mouvement chartiste. Le dépôt des Résolutions Russell a occupé une bonne partie des travaux de la Chambre des Communes en février 1837 et les organisations ouvrières suivent avec un grand intérêt les questions débattues à la Chambre. Cette assemblée visait donc à dénoncer les Résolutions de Sir John Russell, vues comme une nouvelle manifestation de l'arbitraire aristocratique, et que les députés radicaux s'avéraient incapables de contrecarrer<sup>25</sup>. Les orateurs et le ton des discours laissent d'ailleurs entendre que ces derniers étaient intimement liés à l'organisation. Les principaux orateurs furent William Lovett, président de l'association, William Molesworth et John Temple Leader, deux députés radicaux, et Henry S. Chapman, secrétaire de l'agence canadienne<sup>26</sup>.

Les premiers rapports sur les rébellions commencent à arriver en Angleterre à la mi-décembre de 1837. Chapman et Roebuck sont alors à Londres. Samuel Revans, lui, est au Bas-Canada et participe à quelques



assemblées patriotes. Il gagne cependant les États-Unis dès les premiers coups de feu et est de retour en Angleterre au début de 1838. Les Radicaux sont surpris mais non pas déçus par le déclenchement de la violence. Cela a en fait un effet tonifiant sur leur travail. La presse anglaise s'intéresse subitement aux affaires canadiennes et les Radicaux n'ont aucun mal à faire paraître une série d'articles dans *The Sun* de Londres. Les communications avec le Canada deviennent cependant très difficiles une fois amorcée la Rébellion et on doit utiliser des subterfuges compliqués pour éviter qu'une lettre imprudemment adressée n'aide l'armée à retracer un patriote en fuite.

Les Radicaux organisent aussi, le 4 janvier 1838, le plus grand rassemblement pro-patriote à avoir eu lieu en Grande-Bretagne. De trois à quatre mille personnes se seraient massées ce jour-là au *Crown and Anchor Tavern Stand* de Londres, afin d'assister à une autre assemblée de la *London Working Men's Association*. Roebuck, Molesworth, Lovett, Leader, Harvey, O'Connor et Chapman s'adressent successivement à la foule. Selon Chapman, «*When it was mentioned that the peasantry had beaten the troops at St. Denis, they gave three Cheers for the brave Canadians. This meeting will give the tone to the country [...] and I am glad to say a general feeling of sympathy is growing at in your favour*»<sup>27</sup>. Un comité est mis sur pied suite à cette assemblée, on fait imprimer 50000 copies du compte rendu des discours et on lance la publication d'un périodique sur la question canadienne: *The Canadian Portfolio*.

Il semble que cinq numéros du *Canadian Portfolio* soient parus entre le 4 et le 23 janvier 1838. Ils contiennent de nombreuses lettres que les Radicaux avaient fait paraître sur le Canada dans la presse britannique, ainsi que des extraits de discours de Roebuck aux Communes. Chapman explique à O'Callaghan que «*The object was to influence in some degree the early discussions in Parliament and to place the case fairly before the public. This they have accomplished to the full extent of their power which it must be confessed in the midst of so much prejudice is but small*»<sup>28</sup>. En effet, le vote le 29 janvier du *Canada Government Bill*, qui suspend la Constitution du Bas-Canada (alors que l'opposition radicale est réduite à huit voix seulement contre 110), puis la nomination de Lord Durham comme gouverneur général avaient considérablement modifié la situation et rendaient inutile la campagne du *Canadian Portfolio*. Chapman concède cependant «*But there is another reason why they cannot be continued. Printing is expensive every where, as you know, your friends here are poor. If I had £300 I could have raised the whole country in favor of Canada*»<sup>29</sup>.

## II

Les députés radicaux reprennent rarement le textes des 92 Résolutions lors de leurs allocutions. Il préfèrent s'en tenir à quelques idées fortes que le public anglais est en mesure de comprendre. Ces grandes revendications,

constamment tambourinées, se résument à quatre: un Conseil législatif électif, le contrôle complet de l'Assemblée législative sur les revenus et les dépenses, l'abolition du *Tenure Act* et la concession à l'Assemblée du Bas-Canada de la responsabilité de distribuer les terres de la Couronne<sup>30</sup>. Dans la promotion de ces principes, les Radicaux anglais font constamment le lien entre leur propre combat et celui des députés patriotes. Pour eux, de chaque côté de l'Atlantique, le peuple et ses représentants sont engagés dans une lutte contre l'aristocratie et les marchands monopolistes. C'est en particulier pour cette raison qu'on peut évacuer toute la dimension nationale du problème canadien. Les radicaux sont aussi convaincus que les Canadiens n'ont rien à attendre du gouvernement anglais tant que les Whigs seront au pouvoir. Ainsi, quand dans leurs textes ils emploient *Party of the People*, ils créent une identification parfaite entre eux et les Patriotes. Pas une fois, dans les lettres envoyées au *Vindicator*, ne retrouve-t-on l'expression *parti patriote* ou *parti canadien*. L'expression *Party of the People* permet à la fois d'établir un lien manifeste entre les radicaux anglais et canadiens et de les désigner, d'emblée, comme les mandataires directs du peuple.

On peut se questionner sur l'intérêt des députés radicaux à s'intéresser aux affaires canadiennes. Selon leurs détracteurs tories: «Lorsque les affaires du Canada vinrent sur le tapis dans le Parlement Impérial, les Radicaux s'en emparèrent, parce que c'était un champ qu'on pouvait exploiter contre le ministère. Les Radicaux ne seraient pas fâchés qu'on puisse pousser votre province à la révolte, car ce serait un embarras de plus pour l'administration whig»<sup>31</sup>. Selon certains historiens, l'intérêt des Radicaux pour la question canadienne est en fait liée à des considérations de politique intérieure. En dénonçant l'oligarchie bas-canadienne, on vise aussi le pouvoir aristocratique anglais. Les Radicaux avaient généralement tendance à voter en bloc contre le gouvernement sur les questions touchant le Canada, en particulier lors du débat sur les Résolutions Russell où ils s'opposèrent vigoureusement au gouvernement Melbourne. Le débat sur le Canada contribue donc à donner au mouvement radical la cohésion et la vigueur nécessaire pour se former en parti. Leur appui à la cause patriote les place toutefois, le plus souvent, dans d'inconfortables minorités et contribue à leur aliéner les whigs progressistes; à réduire leurs rangs à mesure qu'ils se resserrent: «*We want no twilight reformers...*» écrit d'ailleurs Chapman<sup>32</sup>. Des Whigs progressistes, comme Edward Ellice ou Henry Labouchere, ou plus près de la pensée de John Stuart Mill, comme Charles Buller ou Lord Howick, furent désappointés par les plus radicaux sur cette question et furent parmi les plus violemment attaqués par Chapman et Roebuck, opposés à tout compromis avec le gouvernement. Buller écrit d'ailleurs à Mill à propos du Bas-Canada que «Votre article nous a tous réjouis et notamment Lord Durham. J'approuve

votre nouvelle attitude conservatrice et je fais mien votre principe relatif à la nécessité de limiter le pouvoir de la majorité».

Sur la position à prendre face à la crise bas-canadienne, la correspondance entre Radicaux devient plus acerbe. Buller poursuit: «Leader s'est vraiment conduit comme un âne bête. Je suis heureux de constater que Molesworth continue à bien agir. On me dit que Grote déraile tout à fait; sa mauvaise humeur, son manque de jugement, son entêtement ou l'influence de Ritoul en seraient-ils la cause?»<sup>33</sup>. Ces querelles contribuèrent à faire éclater le parti au moment même où John Stuart Mill tentait de le mettre sur pied. La crise canadienne, selon ce dernier, «*suspends all united action among Radicals, [...] sets one portion of the friends of popular institutions at variance with another, and interrupts for the time all movements and all discussions tending to the great objects of domestic policy*»<sup>34</sup>. Francis Parkes, un Radical modéré proche de Mill, va plus loin, prétendant que l'implication des Radicaux a pu nuire à la cause patriote en Angleterre, puisque «*Unluckily, the advocates of the Lower Canadians here have damaged the cause.*» Pour lui, en effet, associer la lutte des Patriotes à celle des Radicaux anglais fut une grossière erreur: «*They hailed the break out for its insurrectionary spirit and home effect — an ignorant and absurd rejoicing*»<sup>35</sup>. Papineau écrit que: «En choisissant notre agent dans l'opposition, nous prouverons que nous n'attendons plus rien de la bienveillance de Downing Street, mais seulement de ses craintes et telle est en effet la persuasion la plus générale du moins aussi longtemps qu'il sera assiégé et occupé par des Whigs et des Tories»<sup>36</sup>. Il s'agissait davantage de dénoncer l'injustice que de réclamer des voies de règlement, de ce côté-ci et de l'autre de l'Atlantique. Ce jugement est confirmé par la plupart des historiens, en particulier P. A. Buckner pour qui: «*In appointing 'tear' Em Roebuck as their delegate, the Canadian party, as Papineau admitted, has embarked upon a policy of confrontation*»<sup>37</sup>.

La tâche confiée aux Radicaux par les Patriotes était donc difficile. D'une part, on leur demandait de faire avancer la cause canadienne en Grande-Bretagne et, d'autre part, de ne faire aucune concession et d'attaquer le gouvernement whig sur l'ensemble de sa politique coloniale. Le pari ne pouvait avoir de sens que dans l'hypothèse du progrès du mouvement radical dans la métropole elle-même. À mesure que s'effritent leurs forces aux Communes, en particulier après les élections de l'été 1837, et que, par conséquent, diminue leur foi dans un règlement politique, les Radicaux vont suggérer aux Patriotes de recourir à l'action armée comme seul moyen de faire avancer leur cause<sup>38</sup>. L'éclatement d'un affrontement revêt aussi l'intérêt de plonger le gouvernement Melbourne dans l'embarras et de justifier les alarmes des Radicaux.

Dès 1835, le correspondant du *Vindicator* multiplie les appels à la mobilisation et invite chaque paroisse à organiser des groupes armés. En 1836, il

consacre même un long article à un plan pour s'emparer de Montréal sans coup férir. «Remember that there are only 2000 soldiers scattered over a vast extent of country»<sup>39</sup>. En repoussant la collaboration des Whigs progressistes et en s'en tenant à la ligne dure sur la question canadienne, tant qu'ils n'auraient pas accès à l'exécutif, les Radicaux ont pu nuire à un règlement politique de la question canadienne. Coincés entre leur mandat, leurs perceptions partisans et leur lecture manichéenne de la scène politique, ils vont donc rapidement voir dans l'usage de la force le seul moyen de dénouer l'impasse, en particulier à mesure que décline l'influence de leur propre parti en Angleterre.

### III

L'arrivée à Londres, en janvier 1838, du leader patriote Louis-Hyppolyte LaFontaine est significative d'un changement d'orientation dans la stratégie de certains réformistes canadiens face à la métropole. Désormais, suite à l'échec de la rébellion de l'automne 1837, les membres modérés du Parti patriote abandonnent la liaison avec les Radicaux et cherchent à nouer des contacts plus constructifs avec le gouvernement anglais. Papineau et O'Callaghan, en fuite à travers les États-Unis, ne sont alors plus en mesure d'exercer leur ascendant. Ce changement se fera en particulier aux dépens de la stratégie jusque là favorisée par Roebuck et Chapman.

Le 19 novembre 1837, LaFontaine avait écrit au gouverneur Lord Gosford pour le convaincre de convoquer l'Assemblée de toute urgence afin d'éviter l'escalade militaire qui semblait imminente. Devant le refus de Gosford de convoquer de nouveau l'Assemblée, LaFontaine quitte Québec pour Londres, où il arrive à la toute fin de 1837. Là, il rencontre tous ceux qui militaient pour les libertés canadiennes: Chapman et Roebuck bien sûr, mais aussi Hume, Brougham et Daniel O'Connell<sup>40</sup>. Roebuck, qui n'était plus alors député, fut tout de même invité à faire deux interventions, l'une à la Chambre des Communes, l'autre à la Chambre des Lords, afin d'exposer sa position sur la crise canadienne. LaFontaine assiste à son discours devant les Lords, le 5 février 1838. Dans la même tribune se trouvaient Samuel Revans, Thomas Falconer et, assis juste derrière Henry S. Chapman, Lord Durham lui-même<sup>41</sup>.

Dès le début, les relations entre LaFontaine et les Radicaux furent mauvaises. LaFontaine était à Londres lorsque fut votée la nomination de Lord Durham comme haut-commissaire et il se déclara contre la stratégie de certains Radicaux de s'opposer à cette nomination. Pour lui, Durham était mieux placé que quiconque pour juger du problème politique canadien. «J'attends beaucoup de l'administration de Lord Durham; sous ses auspices, j'attends un meilleur avenir pour mon pays»<sup>42</sup>. À cette époque, Roebuck

essaie de coordonner les efforts des Radicaux afin d'influencer les membres de la Commission Durham, de solliciter des audiences et de proposer des plans de règlements. LaFontaine, lui, pratique sa propre diplomatie, fort distincte de celles des Radicaux. Il préfère fréquenter les individus influents, mais détestés par l'entourage de Roebuck et de Chapman. Ce dernier n'apprécie pas du tout que LaFontaine «*did not communicated much with us but was in communication with Ellice*». Samuel Revans ne cache pas sa réprobation de voir ainsi LaFontaine ignorer les efforts déployés par eux<sup>43</sup>. Pour sa part, Thomas Falconer, reproche ouvertement à LaFontaine de court-circuiter le travail des Radicaux. Il fréquente trop les *Officials*; il serait même allé à un souper chez Joseph Parkes, «qui n'est rien de moins qu'un espion du gouvernement», écrit Falconer. Il y aurait rencontré des bureaucrates notoires et «c'est à eux que LaFontaine parle d'amnistie alors que nous, les vrais amis du Canada, poursuit Falconer, parlons d'amnistie depuis le début de la Rébellion»<sup>44</sup>.

En fin de compte, les Radicaux ne seront ni complices ni solidaires de la diplomatie de LaFontaine en Angleterre. On peut imaginer que cet épisode contribua, au moment crucial qui précède le départ de la Commission Durham pour le Canada, à miner en Angleterre la crédibilité des Radicaux en tant que représentants de la majorité des Canadiens. LaFontaine est de retour à New York le 11 juin 1838. Probablement informé par les lettres de O'Callaghan, Papineau le convoque de toute urgence. Nous n'avons pas le compte rendu de cette entrevue mais le chef patriote avait sûrement de nombreuses critiques à formuler à son ancien lieutenant. On peut douter cependant de l'autorité dont pouvaient encore bénéficier à l'été 1838 Papineau et O'Callaghan, ceux-là même qui étaient la principale caution des Radicaux anglais, à propos des affaires du Bas-Canada. La mise sur pied de la Commission Durham correspond enfin à une triple déception pour les *Philosophic Radicals*. Elle rend d'abord inutile toute pression sur le gouvernement, puisque Durham est doté de pouvoirs discrétionnaires et étendus. Le départ de Durham révèle aussi la profonde crise de leadership qui sévit à l'intérieur du parti radical anglais, Durham étant lui-même le plus sérieux candidat à la direction de ce parti qui va peu à peu se morceler. Elle annonce enfin le triomphe des modérés au sein du parti patriote qui s'avèrent disposés à entreprendre le dialogue avec le gouvernement whig et qui vont bientôt accepter de s'impliquer dans le régime de l'Union.

Le fait que ce soit au mouvement radical qu'on confie en Angleterre la tâche de défendre les intérêts canadiens entre 1834 et 1838 est caractéristique de la radicalisation qui se produit alors au sein du Parti patriote. L'enjeu consiste alors décidément à combattre le pouvoir oligarchique et d'éventuellement affranchir le Canada de ses liens avec la Grande-Bretagne. Patriotes et

Radicaux n'ont d'ailleurs aucun mal à cette époque à faire le lien entre leurs combats respectifs. Il appert que les Radicaux formaient en fait une minorité grouillante et particulièrement hostile au gouvernement whig et qu'on peut douter du caractère constructif de leur action en Grande-Bretagne en faveur de la colonie du Bas-Canada. On peut même douter que Papineau et les patriotes radicaux aient encore en 1837 attendu quelque progrès de leur cause dans la métropole. Dès lors, des deux côtés de l'Atlantique, le recours aux armes a pu apparaître comme la seule solution logique. Après l'échec de la Rébellion de 1837 cependant — et l'éclipse de Papineau — les Patriotes modérés reconsidèrent leurs liens avec les Radicaux et envisagent désormais une action plus diffuse et plus coopérative auprès du gouvernement anglais. L'heure n'était décidément plus à réclamer haut et fort, mais bien à tenter de tempérer la vengeance de la perfide Albion.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Jacqueline Dufour-Charpentier, *La question des agents du Bas-Canada en Grande-Bretagne* (Mémoire de M.A., Université d'Ottawa, 1982), p. 157-58.
2. Procès-verbal du Comité de Correspondance de Québec, 24 novembre 1834, APC, Comité de Correspondance de Montréal, p. 15; Morin à Papineau, 4 mars 1835, JALBC, 1835, Appendice A; *La Minerve*, 3 novembre 1834.
3. Chapman à Howe, 30 mai 1835, APC, Papiers Chapman, vol. 2, no. 2, p. 155; *Hansard*, 3rd Series, 10 mars 1835, vol. 26, p. 660 et suivantes; *Quebec Gazette*, 6 août 1835; *La Minerve*, 27 avril 1835.
4. Après 1840 toutefois, les constructeurs de navires se convertissent au libre-échange. Les marchands de bois seront alors trop faibles pour contenir la tendance devant mener à l'abolition des lois mercantilistes. Philip A. Buckner, *The Transition to the Responsible Government* (Londres, Greenwood, 1985), p. 23.
5. *The Vindicator*, 24 juillet 1835.
6. Philip A. Buckner, *The Transition...*, p. 23.
7. Au printemps de 1835, William Walker et John Neilson, délégués par les marchands du Bas-Canada, sont accueillis par eux et purent facilement obtenir une audience avec le gouverneur Gosford à la veille de son départ pour le Canada. *The Vindicator*, 23 juin, 10 juillet et 7 août 1835; Donald C. Creighton, *The Empire of the St. Lawrence* (Toronto, McMillan, 1956), p. 237.
8. *Westminster Review*, vol. 23, no. 2 (1835), p. 429-447; Helen Taft-Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835* (Toronto, McMillan, 1962), p. 165, p. 279.
9. *La Minerve*, 2 octobre 1834; E. C. Knowles, *The English Philosophical Radicals and Lower Canada* (Mémoire de M.A., Université McGill, 1929), p. 57.
10. *Hansard*, 3<sup>rd</sup> series, vol. 22 (15 avril 1834), p. 767; *Quebec Mercury*, 27, 29 et 31 mai 1834.

11. Sur la question du salaire de Roebuck voir surtout APC, Papiers Roebuck, vol. 3, env. 14.
12. E. C. Knowles, *The English Philosophical Radicals: 54-55; Dictionary of National Biographies* (Londres, Smith & Elder, 1885-1900) vol. 28, p. 230-31.
13. «My friend Mr. Roebuck, and some others here, are too sanguine, and disposed to demand too much, and in a manner likely to do harm to the party here; and I should, therefore, be delighted to see a tone of moderation and conciliation assumed by the popular party of both countries, in answer to overtures of the present Whig Government.» Hume à MacKenzie, 5 décembre 1835 dans Francis Bond Head, *A Narrative* (Toronto, McClelland & Stewart, 1969), p. 26.
14. *Hansard*, 3rd Series, vol. 39 (22 décembre 1837), p. 1444-45
15. *Third Memorandum on the Political State of Canadas*, Toronto, 18 novembre 1837, dans Francis B. Head, *A Narrative*, p. 100; Mackenzie à Viger, 12 décembre 1832, APC, Papiers Viger, vol. 2, p. 1797-1800.
16. *Dictionary of National Biographies*, vol. 8, p. 454; *The Vindicator*, 1er mai 1835; *Morning Courrier*, 24 avril 1835; *Quebec Gazette*, 27 avril 1835.
17. Chapman à O'Callaghan, 6 février 1836, APC, Papiers Chapman, vol. 2, no. 1, p. 34.
18. Sur les Résolutions Russell, le résultat du vote est tout de même 269 oui contre 46 non. *Hansard*, 3rd Series, vol. 37, p. 1290-94; John A. Roebuck, «War against Representative Government in Canada», *Canadian Portfolio*, p. 140-41.
19. M. Grote à John Austin, février 1838; Harriet Grote à D. Gaskell, 24 décembre 1836, dans Harriet Grote, *The Personal Life of George Grote* (Londres, John Murray, 1873), p. 109, p. 125-27; *Dictionary of National Biographies*, vol. 38, p. 124; Roebuck à Papineau, 4 septembre 1836, Papiers Roebuck, vol. 2, env. 11, p. 17.
20. *La Minerve*, 1er juin 1835; DeWitt et Roy à Chapman, 16 septembre 1835, APC, Papiers Chapman, vol. 1, p. 107; K.R. Miller, *Henry Samuel Chapman: Colonizer and Colonnist* (thèse de M.A., Université de Canterbury, Australie, 1956), p. 7.
21. *Report on the Timber Duties*, British Sessional Papers, 1835 (C. 519), vol. 19, p. 174, p. 188; Revans à Chapman, 26 septembre 1839, *Letters from Revans* (Hocken Library, Adelaïde, Australie), p. 4
22. Chapman à Morgan, APC, Papiers Morgan, vol., p. 1635; O'Callaghan à Chapman, 19 septembre 1853; Papiers Chapman, vol. 1, p. 76; Beaulieu et Hamelin, *La presse québécoise* (Québec, PUL, 1974), vol. 1, p. 83; Gould à Aberdeen, 16 janvier 1835, APC, MG 11 Serie Q, vol. 224, no. 2, p. 345; *Quebec Mercury*, 11 décembre 1834.
23. *Dictionary of National Biographies*, vol. 18, p. 163; R. S. Neale, *Class and Ideology in the Nineteenth Century* (Londres, Routledge & Kegan Paul, 1972), p. 50; APC, Papiers Roebuck, vol. 1, no. 5, p. 26, p. 32; Papineau à Julie Papineau, RAPQ, 1955-57, p. 69, p. 261; O'Callaghan à Falconer, 26 juin 1838, APC, Papiers Chapman, vol. 1, p. 43.
24. Guy H. Scholefield, *Dictionary of New Zealand Biographies* (Wellington, Dep. of Internal Affairs, 1940), vol. 1, p. 150; *The Vindicator*, 7 août 1835, 11 mars 1836 et 9 août 1836; Chapman à O'Callaghan, 6 janvier 1838, APC, Papiers Papineau, vol. 2,

p. 2612; C. D. Collet, *History of the Tax on Knowledge* (Londres, T. Fisher Unwin, 1899), p. 25.

25. *The Vindicator*, 19 mai 1837.

26. *The Vindicator*, 26 mai 1837; *The Quebec Gazette*, 20 mai 1837; *Correspondance particulière du Populaire*, Archives publiques du Canada, 1838 (14); William Lovett, *Life and Struggles of William Lovett* (Londres, McGibbon & Kee, [s.d.]), p. 91.

27. Chapman à O'Callaghan, 6 janvier 1838, APC, Papiers Papineau, vol. 2, p. 2523; Burroughs, «The Canadian Rebellions in British Politics» dans G. Williams, *Perspectives of Empire* (Londres, Longman, 1973), p. 60.

28. Cité dans une lettre de O'Callaghan à Papineau, 14 mars 1838; APC, Chapman Papers, vol. 2, no. 2, p. 182; Papiers Papineau, 2, p. 2777.

29. APC, Papiers Papineau, vol. 2, p. 2227.

30. L'insistance sur les questions foncières témoigne de l'influence des idées de Wakefield sur les Radicaux. En effet, Wakefield constatait que la colonisation du Canada piétinait en particulier parce que des monopoles fonciers ne se souciaient pas de réinvestir leurs profits dans la colonie. Roebuck partage avec les Patriotes et les plus radicaux de ses collègues l'impression que la crise canadienne réside surtout dans la composition du Conseil législatif. Plus avancé, il prône son abolition pure et simple afin que s'installe une relation claire et franche entre le gouverneur en son conseil et les élus du peuple. Sur le plan des dépenses du gouvernement, Roebuck réaffirme le plein contrôle de l'assemblée et se porte à la défense des Patriotes qui refusent de voter une liste civile permanente. Il considère enfin que la Grande-Bretagne devrait encourager la création d'une fédération de toutes les colonies britanniques d'Amérique du Nord. On lui attribue même la paternité de cette idée qu'on retrouvera plus tard dans les cartables de Lord Durham. *The Vindicator*, 18 avril 1835. Voir aussi les principaux discours de Roebuck aux Communes; *Canadian Portfolio*, p. 44-72.

31. *Correspondance particulière du Populaire*, Londres, 7 avril 1837, Bibliothèque des Archives publiques du Canada, 1838 (14).

32. *The Vindicator*, 15 mai 1835.

33. Charles Buller à John Stuart Mill, 13 octobre 1838, *Rapport sur les Archives publiques du Canada*, 1928, p. 78.

34. John Stuart Mill à Buller, 5 mars 1838 dans F. E. Mineka (ed.), *The Earlier Letters of John Stuart Mill* (Toronto, TUP, 1963), p. 382; John S. Mill, «Lord Durham and the Canadians», *London and Westminster Review*, vol. 28 (janvier 1839), p. 504.

35. Parkes à Cobden, 17 janvier 1838 cité par Joseph Hamburger, *Intellectuals in Politics: John Stuart Mill and the Philosophic Radicals* (New Haven, Yale University Press, 1965), p. 224. Cette thèse est reprise par l'historienne H. Taft-Manning, *The Revolt in French Canada*, p. 368, p. 373.

36. Papineau à Roebuck, 16 janvier 1835, APC, Papiers Roebuck, vol. 1, no. 5, p. 8.

37. Buckner, *The Transition to Responsible Government*, p. 28.



38. Entre autres nombreuses citations: «*You must not now hope for justice from this country. Until you are in a position to assert your just rights by force of arms, you will be trampled under foot.*» *The Vindicator*, 13 juin 1837.
39. *The Vindicator*, 24 juillet 1835 et 15 mars 1836.
40. Chapman à O'Callaghan, 5 février 1838, APC, Papiers Papineau, vol. 2, p. 2634.
41. Chapman à O'Callaghan, 5 février 1838, APC, Papiers Papineau, vol. 2, p. 2633.
42. LaFontaine à Ellice, 15 mars 1838, cit. par A. D. DeCelles, *Lafontaine et son temps* (Montréal, Beauchemin, 1907), p. 192.
43. Chapman à O'Callaghan, 19 mai 1838, APC, Papiers Papineau, vol. 2, p. 2959.
44. Falconer à O'Callaghan, 18 mai 1838, reprise dans O'Callaghan à Papineau, 21 juin 1838, APC, Papiers Papineau, vol. 2, p. 3025.